

---

## **Interview de Bernard Chevassus-au-Louis**

*Président de l'association Humanité et Biodiversité, ancien directeur général de l'INRA, Bernard Chevassus-au-Louis, se prononce pour une mise en débat de l'utilisation et une gestion collective des produits phytosanitaires. Il réagit également au contrat de solutions et à la démarche d'ouverture de l'UIPP, entre intérêt et attente de résultats. Et capitalise sur la complémentarité entre les savoir-faire des agriculteurs et des chercheurs pour trouver des solutions de protection des cultures durables avec le moindre impact sur l'environnement.*

### **Pour la protection des plantes, où placer le curseur pour préserver les écosystèmes, tout en assurant la production ?**

Nous devons rappeler tout d'abord que les produits phytosanitaires impactent fortement la biodiversité. C'est pourquoi nous voulons montrer aux agriculteurs qu'il est plus motivant de devenir des acteurs positifs de la reconquête de la biodiversité plutôt que se limiter à réduire leurs impacts négatifs. Si l'on prend le cas des infrastructures agro-écologiques subventionnées par la PAC : nous essayons de promouvoir une conception écologique et fonctionnelle de ces structures, permettant de déterminer les meilleurs emplacements pour, par exemple, abriter de la biodiversité ou limiter l'érosion. Voilà notre message : transformer des obligations plus ou moins comprises par les agriculteurs en opportunité d'agir positivement pour la biodiversité.

### **Quelles autres pratiques encouragez-vous ?**

Ne sous-estimons pas la difficulté représentée par les nouveaux intrants tels que le bio-contrôle. On ne pourra pas faire de la substitution produit par produit, et c'est là tout le défi à relever ! Pour la lutte contre les ravageurs, nous nous positionnons pour la combinaison intelligente de nouvelles pratiques culturales, comme des rotations plus longues, des assolements réfléchis, le mélange de variétés, les produits de stimulation de défenses des plantes, avec l'usage éventuel de produits pesticides.

### **Comment mieux les diffuser ?**

Nous voyons aujourd'hui qu'un grand nombre d'agriculteurs se réintéresse à l'agronomie et que certaines pratiques alternatives suscitent aujourd'hui de l'intérêt. Il est essentiel que les agriculteurs soient replacés au cœur du système d'innovation, pour leur permettre d'élaborer eux-mêmes de nouveaux référentiels dans des régions données. Enfin, nous soutenons l'idée que des engagements fermes méritent des soutiens conséquents, grâce à des aides et des assurances. La prise de risque doit être mutualisée.

### **Quel est votre avis sur des initiatives tels que le contrat de solutions porté par 35 organisations agricoles, ou celle de l'UIPP qui invite les parties prenantes à co-construire sa feuille de route ?**

Je suis pragmatique. Des gens veulent enfin s'engager et des éléments nous poussent à considérer ces démarches comme crédibles. Mais nous attendons d'en voir les aboutissements. Mon sentiment, c'est qu'on ne peut pas se permettre de décevoir avec ce sujet. Ceux qui montent dans le train, que ce soit les syndicats agricoles ou les producteurs de phytosanitaires ou de semences, sont condamnés à réussir. Et cela rejoint l'idée que nous devons trouver le moyen de combiner les innovations, plutôt que les mettre bout-à-bout, sans dialogue.

N'oublions pas également qu'un nouveau plan Ecophyto est en cours d'élaboration entre les quatre ministères : Transition écologique, Agriculture, Recherche et Santé. Nous attendons de voir comment cela va évoluer.

### **Quel rôle de la recherche pour réduire l'usage de pesticides ?**

Pour élaborer des pistes de solutions, la recherche professionnelle et les agriculteurs doivent marcher main dans la main. Le niveau de formation des agriculteurs est aujourd'hui équivalent à celui des chercheurs et nous ne sommes donc plus dans un modèle de vulgarisation de la recherche. Cette complémentarité dans les savoir-faire peut être la base d'un nouveau système d'innovation, plus souple et facilement adaptable au niveau local.

### **Quel serait pour vous le point clé pour obtenir un consensus ?**

Le point de départ, selon moi, serait de revisiter calmement mais sérieusement toute la chaîne et la procédure de mise en marché des produits phytosanitaires, et éventuellement le retrait de ces produits.. Cela passera par l'élaboration de procédures de mise sur le marché progressives, s'appuyant sur des tests de produits sur des zones précises, pour monter graduellement en puissance. Je pense qu'il n'y a qu'ainsi que l'on pourra apaiser le débat sur ces produits, en les gérant de manière collective, en impliquant tous les acteurs, y compris les ONG.